

Révolution Permanente - Max Muller, réponse à la Cagette

Bonjour, nous vous transmettons sur le fil notre réponse à votre sollicitation !
Bonne réception et à bientôt !

En tant que Maire de Montpellier, comment comptez-vous soutenir la mise en place de dispositifs d'accompagnement pour financer l'essaimage, faciliter la mise en réseau, et soutenir le changement d'échelle de projets qui ont fait leur preuve sur le territoire ?

Nous partageons avec vous l'objectif de permettre à tout le monde d'accéder à une alimentation accessible et de qualité, issue de production durable, respectueuse de l'environnement et des humains. Nous constatons que la Cagette, ses membres et ses salariés fournissent un travail intense et quotidien et ce depuis des années, pour faire exister un modèle de supermarché coopératif et à but non lucratif. C'est pourquoi nous pensons qu'il est important de soutenir les initiatives telles que la Cagette et que nous solidariseront toujours de vous si vous aviez besoin d'un mouvement de soutien.

Cependant, la Cagette s'attaque à la grande distribution par la stratégie du boycott, de la "consommation militante" et de la logique du "consom-acteur." Nous pensons que cette stratégie a certaines limites et c'est pourquoi, pour répondre au problème de l'accès du plus grand nombre à une alimentation accessible et de qualité, nous militons avec une autre stratégie.

La Cagette, quand bien même elle essaierait, de par son modèle, ne construit pas de rapport de force suffisant pour s'affronter aux géants de la distribution alimentaire, qui dominant encore massivement l'accès à l'alimentation pour la très grande majorité des habitants. Nous sommes persuadés qu'un "modèle Cagette" qui prendrait une très grande ampleur verrait des réactions hostiles de la part des multinationales (pressions économiques, juridiques, médiatiques, etc.), réactions auxquelles il serait très difficile de résister durablement sans un appui plus large et structuré. Aujourd'hui, ces grands groupes tolèrent – et parfois même valorisent – l'existence de telles initiatives tant qu'elles restent relativement marginales dans le paysage alimentaire global.

Au contraire, face aux géants de la grande distribution, les travailleur·euses organisés de la grande distribution, par les méthodes du mouvement ouvrier et en alliance avec le consommateur·ices, développeraient un rapport de force qui permettrait d'affronter le patronat mieux armé. Avec la grève comme stratégie centrale, ils pourraient stopper les flux alimentaires et économiques, et ré-orienter ceux-ci en prenant démocratiquement le pouvoir sur ces marchandises.

C'est pourquoi nous mettons toutes nos forces dans le soutien des mouvements de travailleurs en lutte, y compris ceux de la grande distribution comme c'était le cas par exemple pour auchan Pérols. (<https://www.revolutionpermanente.fr/A-Montpellier-Auchan-maltraite-ses-salaries-et-s-acharne-contre-les-syndicalistes>) Nous estimons que ces salarié·es et usager·es, une fois organisé·es collectivement, seraient les mieux placé·es pour définir des tarifs accessibles et sélectionner des filières durables – à l'image de ce que fait La Cagette, mais à grande échelle.

Au niveau national et municipal, nous portons un programme de lutte, avec comme mesures :

- le gel des prix sur les denrées de première nécessité et mise en place de commissions de contrôle sur les prix, indexation des salaires au coût de la vie

- la création de "comités de surveillance des prix" où les habitants des quartiers, les producteurs et les travailleurs des grandes surfaces pourront veiller sur les marges des géants de la distribution

Nous pensons ces mesures comme un programme partant des besoins de la population et qui ne pourrait être appliqué que par une mobilisation "par en bas" de la population, avec des comités organisés de salarié·es et usager·es chargés de les mettre en œuvre.

> En tant que Maire de Montpellier, serez-vous prêt·e à porter plus loin le projet de Caisse alimentaire commune ? À être moteur dans la définition d'un système de financement territorial innovant ?

Concernant la Caisse alimentaire commune, nous portons globalement la même analyse : nous partageons le constat de la situation climatique et de la précarisation croissante des ménages du territoire comme des producteur·ices. En tant que communistes, l'idée que chacun·e cotise selon ses moyens et reçoive selon ses besoins est également l'horizon que nous partageons. Pour ces raisons, nous regardons avec intérêt le travail porté par ce projet.

Cependant, nous avons un désaccord stratégique : il nous semble que cette organisation repose principalement sur le volontariat et il en résulte que peu, voire aucun, des grands patrons ou grandes fortunes montpellieraines ne cotisent à la caisse. Nous craignons que, si le projet prend vraiment de l'ampleur et commence à impacter significativement leurs marges ou leurs pratiques, ces acteurs puissent réagir par des blocages ou des oppositions (économiques, juridiques, politiques...).

Notre divergence porte donc principalement sur la manière la plus efficace de dépasser cette limite et de généraliser un tel système :

- d'un côté, la voie des expériences locales et citoyennes « à côté » du système dominant, qui essaient progressivement par l'exemple et l'adhésion volontaire, dans l'espoir de remplacer petit à petit les logiques actuelles ;
- de l'autre, l'ambition de conquérir et de socialiser démocratiquement les grands moyens de production et de distribution existants, en s'appuyant sur l'organisation collective et la lutte des travailleur·euses du secteur – en alliance avec les usager·es et les consommateur·rices –, pour les soustraire à la logique du profit privé et les réorienter sous contrôle ouvrier et populaire vers la satisfaction des besoins sociaux réels, la justice sociale, la souveraineté alimentaire et la protection effective de l'environnement et du vivant.

Nous soutenons pleinement plusieurs des mesures concrètes portées par la Cagette et la Caisse alimentaire commune, comme l'accès pour toutes et tous à une nourriture accessible et de qualité dans le respect de l'environnement et des êtres humains. Cependant, nous pensons que ces avancées, aussi nécessaires soient-elles, resteront limitées tant qu'elles s'inscrivent dans une stratégie principalement centrée sur l'interpellation des institutions, des élu·es et des grandes entreprises. La précarité alimentaire et le saccage de l'environnement par l'agro-industrie n'est pas une simple « dérive » corrigible par des réformes ponctuelles, des campagnes de sensibilisation individuelle ou même la création de coopératives : il est au cœur du modèle capitaliste productiviste, soutenu par l'État et source de profits massifs pour les grands groupes de la grande distribution.

Plutôt que de chercher principalement à « tordre le bras » aux industriels via le boycott, le lobbying ou la redirection de nos achats vers des coopératives, nous proposons d'inverser la logique : partir des travailleur·euses qui font tourner ces filières. Tout comme les consommateurs, ce sont elles et eux qui subissent au quotidien la violence du système, et qui ont donc un intérêt objectif à en sortir.

C'est pourquoi nous défendons une perspective de sortie des ravages faits par la grande distribution par la mise sous contrôle ouvrier et démocratique des entreprises. Cela permettrait une réorganisation radicale de la production, orientée vers les besoins sociaux réels, la souveraineté alimentaire, la protection de l'environnement et le respect du vivant – plutôt que vers la maximisation du profit.

Nous croyons qu'un changement durable et à la hauteur des enjeux viendra avant tout par en bas : par la mobilisation consciente et organisée des travailleur·euses, en alliance avec toutes celles et ceux qui veulent en finir avec un système qui détruit les humains et la planète.

Bien à vous,
Max Muller et son équipe de campagne